

Le Parlement vénézuélien ratifie les droits de souveraineté sur Esequibo



Caracas, 18 fév. (RHC) L'Assemblée Nationale (Parlement) du Venezuela a approuvé aujourd'hui un accord de ratification des droits de souveraineté sur la région de l'Esequibo, objet d'un différend territorial avec le Guyana.

Le Parlement vénézuélien a réaffirmé son attachement sans réserve à l'Accord de Genève de 1966, à l'occasion du 56e anniversaire de sa signature en tant que seul instrument juridique valable pour régler le différend concernant le Guyana Esequibo et parvenir à un règlement pratique et satisfaisant pour les deux parties.

Le Parlement vénézuélien a également exprimé son appui aux mesures prises par l'exécutif national pour défendre les droits souverains de la République bolivarienne du Venezuela sur le territoire revendiqué.

Lors de la session parlementaire, le député Hermann Escarrá a mis en doute la compétence de la Cour internationale de Justice (CIJ) dans ce différend, suite au recours déposé unilatéralement par le Guyana

devant cet organe judiciaire.

Plus tôt, le Gouvernement vénézuélien a préconisé une solution négociée au différend territorial avec le pays voisin et a ratifié la pleine validité de l'Accord de Genève, qui régit depuis 1966 le différend entre Caracas et Georgetown afin de parvenir à un règlement pratique et satisfaisant pour les deux nations.

L'Exécutif bolivarien a réaffirmé sa "conviction inébranlable de la paix, de l'amitié et de la coopération authentique entre pays frères", et a également souligné sa volonté de poursuivre les efforts pour parvenir à une négociation amicale conduisant à un véritable dialogue, juste et équitable afin de résoudre le différend, et de rétablir la vérité historique.

Il a également appelé le Guyana à s'abstenir de privilégier les positions de tierces parties qui profitent du différend territorial pour favoriser des intérêts géopolitiques et géoéconomiques, selon un communiqué publié par le Ministère des affaires étrangères.

À plusieurs reprises, les autorités vénézuéliennes ont rejeté l'intention de valider la sentence arbitrale de 1899, qui accordait 159 000 kilomètres carrés de territoire à l'ouest du fleuve Esequibo au contrôle du Royaume-Uni, métropole de l'ancienne colonie du Guyana britannique.

Le Venezuela a protesté contre l'arbitrage, estimant qu'il y avait des vices de nullité dans la décision, mais ce n'est qu'en 1962 que des progrès tangibles ont été réalisés après la découverte de documents compromettant sa légalité.

L'admission de la demande vénézuélienne à l'Organisation des Nations Unies a conduit à la signature de l'Accord de Genève, le 17 février 1966, selon lequel la région resterait sous le contrôle du Guyana, qui a obtenu son indépendance la même année.

Cependant, le traité a reconnu la revendication de souveraineté du Venezuela sur l'Esequibo et a obligé les États signataires à trouver une solution pacifique et honorable pour les deux parties, par la voie de la négociation politique.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/286633-le-parlement-venezuelien-ratifie-les-droits-de-souverainete-sur-esequibo>



Radio Habana Cuba